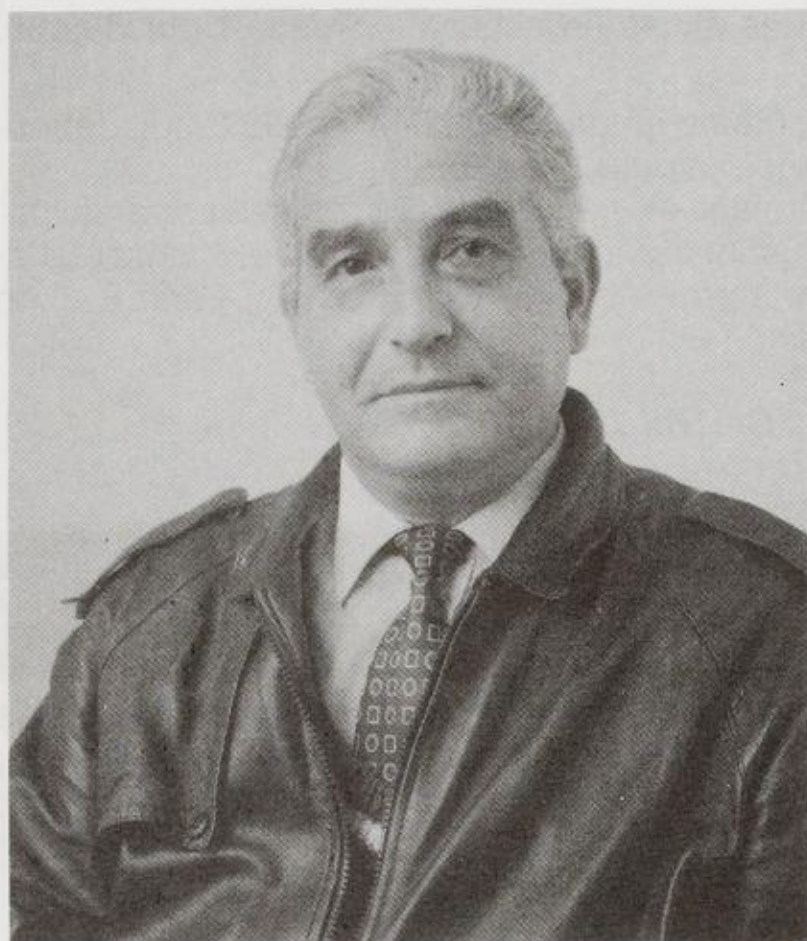


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 5 ET 12 JUIN 1988
4^e CIRCONSCRIPTION (CHARENTE)

APPEL À VOTER POUR NOUS



CANDIDAT DÉPUTÉ

Marcel DOMINICI

48 ans, 3 enfants, épouse au foyer
demeurant à Champniers
Ingénieur thermicien assimilé (au chômage)
Président du C.A.E.S.I.C.C.
Croix de la valeur militaire
avec étoile de bronze,
Citation à l'ordre du Régiment,
Médaille commémorative avec agrafe Algérie

CANDIDAT SUPPLÉANT

Gérard LEVREY

32 ans, divorcé, 1 enfant,
demeurant à Magnac-sur-Touvre
Chef d'entreprise
Diplômé en astrologie



CANDIDATURE LIBRE DIVERS DROITE

CONTRE BOUCHERON ET L'HÉGÉMONIE SOCIALISTE
POUR L'UNION DE LA DROITE DÉMOCRATIQUE U.D.F.-R.P.R.-F.N.

TROIS BONNES RAISONS POUR SOLLICITER VOS SUFFRAGES

1^{re} raison. MORALISER LA VIE PUBLIQUE EN SANCTIONNANT M. BOUCHERON

Il est inutile de vous rappeler pour le détail, la lutte que je mène depuis plusieurs années contre M. BOUCHERON, dans le cadre de la « **CAMPAGNE DE CHASSE AU GASPI** », concernant l'utilisation des deniers publics, au détriment de l'économie, de l'entreprise, de l'emploi et des nouveaux pauvres du socialisme.

Sa gestion désastreuse de la Ville d'Angoulême parle d'elle-même.

J'ajoute que mon action a permis de dévoiler un certain nombre de faits délictueux, puisque la gestion de M. BOUCHERON fait l'objet, depuis le 7 octobre 1987, de l'ouverture de deux informations judiciaires contre X, l'une pour **ABUS DE CONFIANCE**, l'autre pour **INGÉRENCE**, par la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Bordeaux, sur réquisition du Parquet général.

Sans compter le jugement du Tribunal de Grande instance d'Angoulême en date du 22 juillet 1987, qui, déboutant M. BOUCHERON de sa plainte en diffamation intentée contre moi, stipule notamment :

« ATTENDU qu'en rapportant la preuve que des factures étaient émises et, généralement réglées par anticipation, M. DOMINICI a établi l'absence de support justificatif et que, usant d'une formulation banale et sans s'attacher à la définition précise, il a pu employer à bon droit les termes de « FAUSSES FACTURES », de « DÉTOURNEMENT DE FONDS PUBLICS », « D'ESCROQUERIE ». (sic)

JE SOLLICITE UN VOTE DE SANCTION MORALE CONTRE M. BOUCHERON

2^e raison. FAVORISER L'UNION DE LA DROITE DÉMOCRATIQUE U.D.F.-R.P.R.-F.N.

RAS-LE-BOL, des divisions, du combat des chefs, des exclusions de Français de même famille politique, des états d'âme, des procès d'intention et autres effets démobilisateurs, au profit exclusif de la chienlit socialo-marxiste, inspirés et dirigés par M. MITTERRAND et ses camarades du parti socialiste, pour s'accrocher au pouvoir.

ALLEZ FRANCE! DEBOUT ET UNIE POUR BATTRE LA GAUCHE!

3^e raison. AGIR EFFICACEMENT AU PLAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

• POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE :

Je propose la constitution d'un « **FONDS DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL** », pour favoriser l'entreprise et l'emploi, en lançant au plan national des **appels d'offres sur concours** incitant les industriels et les particuliers qui disposent d'un projet de création d'emplois sérieux et ambitieux, de venir le réaliser en Charente.

Je propose aussi, la constitution d'un « **GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE** », pour favoriser l'artisanat et l'emploi, afin de promouvoir les **métiers artisanaux**.

L'ensemble de ces mesures devant favoriser en priorité l'emploi des Français.

• POUR LUTTER CONTRE LA NOUVELLE PAUVRETÉ :

Je propose, la constitution d'un « **FONDS SOCIAL DE SOLIDARITÉ** », pour favoriser une société de liberté et de responsabilité, au lieu et place de la société d'assistance et de mendicité actuelle, permettant aux personnes privées d'emploi de disposer d'un « **MINIMUM VITAL FAMILIAL** » consenti sous forme de **prêts à taux zéro**, remboursables à compter d'un nouvel emploi retrouvé ou créé, suivant un pourcentage restant à définir.

• POUR FINANCER CE PLAN DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET LA NOUVELLE PAUVRETÉ :

Je propose, de transférer au « **FONDS DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL** » et au « **FONDS SOCIAL DE SOLIDARITÉ** », toutes les **dépenses prestigieuses superflues** en période d'austérité.

• POUR ADMINISTRER CE PLAN DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET LA NOUVELLE PAUVRETÉ :

Je propose, la constitution d'une « **COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DÉPARTEMENTALE** » tripartite (Pouvoirs publics - Patronat - Comités de chômeurs), placés sous la haute autorité du Président du Conseil général de la Charente et du Préfet de la Charente.

JE VOUS REMERCIE DE LA CONFIANCE QUE VOUS VOUDREZ BIEN M'ACCORDER EN VOTANT POUR :

CANDIDAT DÉPUTÉ
Marcel DOMINICI

CANDIDAT SUPPLÉANT
Gérard LEVREY